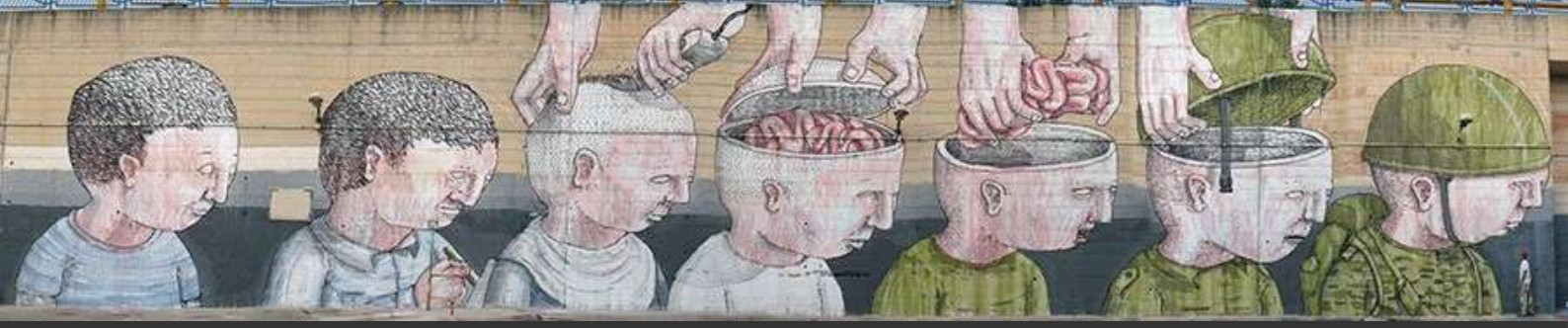


RECUEIL D'ARTICLES SUR LA QUESTION ANTIMILITARISTE À MARSEILLE ET DANS LA RÉGION PACA

Journée antimilitariste

Samedi 23 avril / 12h
Boulodrome du conservatoire

Nous vous invitons ce samedi 23 avril 2022 parce que nous avons envie de mettre en lumière à la question antimilitariste qu'on trouve particulièrement invisibilisée dans la ville de à Marseille.

Nous avons choisi de dédier une journée à cette lutte compte tenu du climat de tension suite à l'invasion russe de l'Ukraine qui a rendu les effets des conflits entre États encore plus évidents en Europe (envoi d'armes, tri entre migrant.e.s, proximité territoriale...). Nous ne voulons pas nous ranger du côté de Poutine ou de l'OTAN, car les intérêts en jeu dans toutes les guerres ne concernent jamais les personnes qui en souffrent réellement. Au vu de la propagande faite sur cette guerre, nous ressentons encore plus fortement la poussée autoritaire des gouvernements.

La date a été choisie pour rappeler le 25 avril, qui symbolise la libération du nazi-fascisme en Italie: non pas comme une célébration institutionnelle, mais comme une réappropriation de l'héritage de la résistance qui concerne tout le monde. Bien qu'il n'y ait plus de régimes nazis-fascistes officiels en Europe, il nous semble aujourd'hui plus que jamais nécessaire de nous opposer collectivement à toutes les guerres: les guerres de haute intensité entre États avec de grands déploiements d'armes et de forces armées, ainsi que celles moins visibles au sein de nos sociétés.

Notre positionnement antimilitariste est complice et solidaire de toutes les formes de résistance aux oppressions et aux dominations et prend ses distances avec le pacifisme et la non-violence. Nous sommes aux côtés de cell-eux qui luttent pour résister à:

- La guerre entre les États-nations qui servent leurs intérêts impérialistes et capitalistes.

- La présence sur nos territoires d'une institution, telle que l'armée, qui réplique et reproduit une idéologie fasciste, patriarcale et nationaliste.

- Aux États qui sans surprise investissent dans les forces armées et réduisent toujours plus les fonds destinés aux aides sociales pour alimenter la guerre plutôt que la solidarité.

- Les guerres de basse intensité: aux frontières, où la police et l'armée sont déployées pour chasser les migrant.e.s; dans les villes, les banlieues et les campagnes; sur les lieux de travail et dans les foyers.

- La paix sociale, qui dans ses promesses d'universalisme, de tolérance, d'intégration et d'inclusion oppose l'opprimé-e à l'opprimé-e, enrôlant les sections les plus marginalisées de la population avec la promesse d'une ascension sociale qui ne sert qu'à alimenter la haine et la guerre entre les pauvres.

- L'accès au sport-et donc à la santé- qui est l'apanage des privilégiés, des forces armées et des flics. En témoigne le fait que la possibilité de pratiquer un sport de haut niveau est presque exclusivement réservée à ceux qui appartiennent à l'armée ou à la police. Nous sommes dégoûté.e.s par les grands événements sportifs qui dissimulent une propagande nationaliste évidente derrière la rhétorique ambiguë de "l'esprit sportif" ou le fameux "tous ensemble" .

Nous pensons que la force d'une lutte réside également dans sa capacité à embrasser d'autres luttes dans une perspective internationale.

C'est pour ça que nous soutenons les agent-es de nettoyage de l'Agence Régionale de Santé PACA qui sont en grève depuis le 29 mars et que les bénéfices de la journée leur seront reversés.

CONTRE TOUTES LES GUERRES, EN COMPLICITÉ ET EN SOLIDARITÉ AVEC TOUTES LES FORMES DE RÉSISTANCE ET DE SUBVERSION!

- **Ça, ça me fait pas rire**
  le RIRE – bimensuel insoumissions et objections – may/juin 1996
- **Objection feminine**
  le RIRE – bimensuel insoumissions et objections – jan/fév 1997
- **La conscription est morte! Vive la conscription!**
  le RIRE – bimensuel insoumissions et objections – jan/fév 1997
- **Du civil au militaire et vice versa**
  CQFD – jan 2016
- **La pacification, c'est la guerre permanente**
  CQFD – jan 2016
- **Marseille: Les quartiers nord, «terrain de chasse» de l'armée**
  20minutes.fr - 05 avril 2016
- **Les dockers de Marseille refusent de charger des armes à destination de l'Arabie saoudite**
  mars-infos.org - 31 mai 2019
- **L'armée vend du rêve, elle reste un cauchemar**
  CQFD – mars 2020
- **On dirait le SNU**
  CQFD – mars 2020
- **Travailler à l'ARS c'est pas la santé! Les agent-es de nettoyage en grève!**
  cnt-so.org – 29 mars 2022
- **Non à la militarisation des Vallées cévenoles**
  cyberacteurs.org -12 avril 2022
- **Quelques chiffres sur la prèsence territorielle et l'économie de la defense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur**
  (creve les) prefectures-regions.gouv.fr

Cette compilations d'articles provient de sources différentes et plus ou moins récentes. Elle n'est en aucun cas exhaustive de la question antimilitariste en région PACA, mais elle tente de donner quelques indications sur l'incidence de l'armée et des manifestations antimilitaristes sur le territoire.
Le RIRE - Bimestriel insoumissions et objections- était un magazine consacré à l'opposition au militarisme et au service militaire obligatoire. La revue avait sa rédaction à Marseille et a été imprimée jusqu'en 2003, peu après la fin de la conscription. Ces articles nous montrent clairement l'importance de cette lutte et la façon dont elle a englobé une grande partie de la société. Ces dernières années, la question est devenue moins visible, bien que le service militaire obligatoire soit périodiquement reproposé par divers candidat.e.s politiques.
Pour compléter la brochure, nous y avons ajouté une série de données sur la présence territoriale et économique du ministère des Armées dans la région PACA et sur les campagnes de recrutement de l'armée et de la légion étrangère à Marseille.

ÇA, ÇA M'FAIT PAS RIRE !

Comment çà, c'est pas une bonne nouvelle, la fin du service militaire !?
Et bien non, entortillée comme çà dans un discours vaseux et surtout offerte comme légitimation implicite du pouvoir militaire, çà ne m'dit rien qui vaille.

Le chef des armées (Chirac, 1er roi des Francs) nous a annoncé en grande pompe un débat, tout en apportant d'avance son point de vue, au cas où personne n'aurait l'envie de lui demander, c'est l'établissement d'un service civil pour tous (et toutes, çà au moins c'est égalitaire...) pour agir dans les banlieues, dans les lycées, sur l'environnement, sur l'aide humanitaire, par-ci, par-là, c'est à dire partout où le gouvernement veut se dégager de ses responsabilites, tout en essayant de garder la face ("Mais regardez donc tout ce que nous faisons...") le tout pour un minimum de fric... Et oui ! Un(e) jeune au service, c'est nettement moins cher (et nettement plus malléable) qu'un(e) jeune (ou moins jeune) qui travaillerait à la même place, pour le même boulot. A croire que le but de l'opération ne serait pas de résoudre les problèmes susnommés mais de minimiser des statistiques du chômage pouvant être interprétées de manière dérangeante.
"Civique", ce service doit être civique, car chaque citoyen(ne) se doit de rendre service à la collectivité (ce qui pour moi ne signifie pas forcément rendre service à l'État et à ses apparatchiks !) et d'oeuvrer pour le bien être de tous... pendant 10 mois, 1 an ou 20 mois ! Après, basta ! La morale étant sauve, on pourra faire n'importe quoi et chacun pour soi ! Belle leçon de civisme.

Puis se posent certaines questions que n'a pas évoqué ce cher président : un service "civique" mais dans quelle(s) structure(s), avec quels moyens, dans quels cadres, avec qui ? Autant de questions auxquelles le sabordage actuel du service des objecteurs de conscience (via la circulaire Balladur et autres tracasseries administratives) permet de répondre partiellement : un service "civique" dans les administrations d'État, sans aucun moyen technique et financier mais avec une hiérarchie rappelant étrangement celle de la Grande Muette. Les associations qui se bougent sur le terrain, elles, pourront sans doute se serrer la ceinture.
Mais ce n'est pas tout cela qui me fait le plus rager. Non, non, il y a pire.

On fait un grand tapage sur un problème qui n'est pas fondamental, même s'il est important, ce qui permet d'occulter le vrai débat de fond, celui sur la défense.
Car n'oublions pas que le budget de ce ministère représente quasiment 1/5ème du budget de l'État et que la majorité de ces gros sous ne servent pas à alimenter en haricots le bidasse moyen. Alors quoi ? On se fout de qui, si ce n'est de nous ?

La défense... mais la défense de quoi ? Et contre qui ? Est ce que c'est un petit bout de terre perdue à l'extrême ouest du continent Eurasiatique qu'il faut préserver ? Mais de quoi ? Pourquoi ? Est-ce que c'est une culture que l'on veut défendre ? Avec des canons... (et pas ceux de beauté malheureusement).
Ou des privilèges de nantis, arrachés aux quatre coins de la planète par des procédés plus que critiquables (colonisation, exploitation des populations autochtones par de sympathiques délocalisations de non moins sympathiques entreprises "françaises", coup de mains et coup de force de notre armée de la République à travers la planète, politique de soutien aux régimes tyranniques mais complaisants avec "nos" entreprises...

Se défendre contre qui ? Contre des agresseurs fanatiques, les yeux injectés de sang et la bave aux lèvres... désolé je ne regarde pas Rambo et le fanatisme à grande échelle, qui ne soit pas armé soutenu politiquement et financièrement par une puissance quelconque du G7 par exemple, je n'y crois pas. Et dans ce cas peut être vaudrait-il mieux prendre le problème en amont, du côté des ventes d'armes ou de la "diplomatie" étrangère... Alors qui, les rouges ? les jaunes ? les verts ? les Schtroumpfs ? On pourrait aussi se demander : se défendre comment ? Qui doit défendre ? Et beaucoup d'autres encore...

Alors !? alors l'éviction du débat pourrait amener certains esprits chagrins à se dire : et si, en fait, cette armée ne servait pas à défendre mais à attaquer, à conquérir, à maintenir une situation d'injustice criante à l'échelle planétaire dont certains français tirent d'(énormes) avantages financiers ? Car en y regardant de plus près, l'armée française n'intervient jamais depuis 50 ans sur son territoire (1) (si l'on excepte les situations coloniales Indochine, Algérie, Kanaky) et les derniers grands programmes d'armement en cours sont ceux d'un porte avions à propulsion nucléaire, de nouveaux sous marins (nucléaires eux aussi...) et bien sûr, les fameux essais nucléaires suivi du très onéreux jouet appelé "simulation". Pour défendre la Corse ou la Martinique ?

Défendre le peuple contre les agresseurs ou défendre les agresseurs contre le peuple ? Il n'y a pas si longtemps en 1871, pendant la Commune (qui avait d'ailleurs abolie l'armée), l'armée française avait fait son choix. 30 000 français en sont morts...

Eric.

(1) Mea culpa, j'avais oublié la démonstration de force de "vigipirate".

OBJECTION FEMININE

Pourquoi es-tu devenue antimilitariste ?

En fait, je crois que c'est une manière d'être et de penser que j'ai construite au fur et à mesure de mon évolution. Je ne me suis pas improvisée antimilitariste du jour au lendemain. Au départ, il y a un refus quasi viscéral de toute autorité, injustice. Puis je vous ai rencontré au HELP et ensuite au SPOC et j'ai réfléchi sur tout ça de manière plus rationnelle, en faisant une critique de notre société, je crois que l'armée en représente une caricature inacceptable. Elle est un outil du système économique, elle enseigne la soumission tout en exploitant et en aliénant l'homme. Elle nie complètement l'individu.

Es-tu contre toutes les armées ?

J'aurais très envie de te répondre oui, mais je pense que la logique mondiale ne laisse le choix à beaucoup de peuples opprimés que de se défendre par la force. Je pense évidement au Chiapas. Ils sont arrivés à un point où ils ne pouvaient plus faire autrement. On ne peut pas attendre d'une personne ou d'une population agressée qu'elle ne se défende pas, surtout quand autour d'elle tout concours à ce qu'elle soit isolée, et où toute alternative à la violence est épuisée. Par contre, c'est une victoire du système économique et militaire, ça légitime d'autant plus leurs procédés. Dans bien des cas les conflits de personnes sont déjà durs à gérer, alors au niveau d'un pays, ce n'est pas encore qu'on arrivera à régler ces problèmes de manière non violente. C'est une réforme en profondeur des rapports humains qu'il faut faire, ce qui veut dire qu'il faut du temps et de la volonté, autant dire qu'on en est loin...

As-tu signalé aux autorités militaires tes convictions antimilitaristes ?

Oui, je me suis déclarée objectrice de conscience avec ma soeur et une copine ; on a envoyé ça à Mitterand. C'était pour nous une manière de leur faire savoir qu'on refusait la militarisation de la société. J'avoue que c'était aussi un plaisir personnel. On s'est basé sur le fait que depuis les ordonnances de 59 les femmes peuvent être réquisitionnées, en temps de guerre, sur leur lieu de travail, pour participer à la défense du pays. C'est quelque chose que la plupart des gens ignorent.
Par contre je pense que c'est un acte symbolique, du fait de l'efficacité de notre armée mais surtout parce que nous sommes une poignée à avoir fait cette démarche. La portée en est donc très diminuée.

L'objection féminine est-elle une réalité, à notre niveau et au niveau international ?

En France les femmes sont très peu présentes dans le milieu antimilitariste. Cela s'explique notamment par le fait que la lutte antimilitariste s'est sclérosée au seul problème de la conscription ; et ça c'est une histoire d'hommes. C'est un échec du mouvement antimilitariste. Surtout que lors des débats, elles apportent souvent de nouvelles pistes de réflexion et des approches différentes des problèmes. Là je rapporte seulement ce que certains ont bien voulu me dire, je n'ai pas le recul pour expliquer cela. Ce n'est pas à moi de démontrer ce qu'on apporte.
Ce serait bien que des mecs nous disent comment se déroule un débat entre hommes et quelles sont les différences quand des femmes y participent...
De manière épisodique on en retrouve quelques unes comme au COT ou à MAIA c'est parce que ce sont des groupes qui ont une réflexion plus globale sur l'antimilitarisme. De plus ils se sont basés sur l'insoumission et donc les femmes se retrouvent dans le rôle de la soeur, la mère, l'amie. Elles sont également sensibilisées par le risque de la prison et l'injustice.
Au niveau international, il existe un collectif le WRI dans lequel un groupe de travail de femmes agit. Elles sortent une revue bisannuelle avec surtout des témoignages, et des réflexions sur le sort des femmes pendant les conflits. Je crois qu'elles sont plus nombreuses dans des pays où leurs droits fondamentaux sont bafoués du fait de guerres ou de la culture. Elles développent surtout un antimilitarisme non violent en réaction à toutes ces violences qu'elles subissent du fait de leur condition de femmes.

Existe-t-il une histoire de l'antimilitarisme féminin?

Parce qu'il existe un antimilitarisme masculin ? ... Je n'aime pas cette terminologie. Moi je me positionne en tant qu'individu. Je crois que c'est faire du sexisme que de faire une différence là où je n'en vois pas. Je ne suis pas sociologue et je n'ai pas analysé notre spécificité féminine sur le problème militaire. Moi je ne le ressens pas, ça ne veut pas dire qu'il n'existe pas. C'est une question qui revient souvent et qui me dépasse assez. A part ça je crois que les femmes apparaissent dans le milieu militant de manière cyclique. Elles se mobilisent de manière ponctuelle pour défendre ou dénoncer tel ou tel acte. Elles sont souvent issues de mouvements féministes et ne se focalisent pas sur l'aspect antimilitariste. On comprend qu'elles luttent contre l'armée qui incarne la virilité et le machisme, mais cela ne représente qu'une facette de leur lutte.

Ton antimilitarisme va-t-il de pair avec ton antinationalisme ?

Ce sont deux valeurs étroitement liées. L'armée étant au service de la nation pour la protéger des agressions éventuelles des autres états et également pour assurer sa supériorité. Les histoires des sans- papiers et des expulsions ont bien démontré à quoi sert l'armée.
Pour moi le nationalisme est un point de vue ultra simpliste, renfermé, rigide. Que tout individu ait besoin de se sentir appartenir à un groupe car c'est plus sécurisant, d'accord. Par contre je ne crois pas qu'il faille que ce groupe de personnes représente une nation pour que cette identification se réalise. La personne extérieure au groupe pouvant apporter de la variété et de la nouveauté - de l'oxygène quoi ! - C'est largement plus sain que de vivre refermé sur un petit cercle de personnes, sans remise en cause ni adaptation permanente. Les ''mélanges'' consanguins font plus de dégâts qu'ils ne sont bénéfiques !
Avec une analyse encore plus globale du système mondial

RIRE/DOSSIER p. iii

(suite de la page iii)
actuel on se rend compte que tout est étroitement lié et qu'on ne peut pas lutter pour l'antimilitarisme sans remettre en cause le système économique, social, éducatif

Ces deux valeurs sont-elles indissociables chez la plupart des antimilitaristes ?

J'espère que oui. De manière générale c'est indissociable. Mais ce ne sont pas les seules spécificités; les luttes sociales, féministes, ...en gros tout le milieu libertaire est antimilitariste. Après, certains préfèrent mettre l'accent sur tel ou tel aspect du problème. De même il ne faudrait pas parler d'une objection de conscience mais des objections.

Crois-tu que l'antimilitarisme ait avancé depuis que le SPOC et le RIRe existent ?

Pour les Landes, avant le SPOC il n'y avait rien. Donc ça a été bénéfique, mais en 5 ans on n'a pas réussi à se renouveler et on commence à s'essouffler surtout qu'on s'est tous investis dans d'autres associations. Au niveau national, c'était plutôt le creux de la vague. Ça s'explique notamment par le fait que la lutte était basée sur l'aspect service national, avec une augmentation très importante du nombre d'objecteurs en service et par contre un manque de débats de fond qui débouchent sur des actions concrètes et cohérentes. Non pas faire des réunions pour se faire plaisir intellectuellement. C'est nécessaire mais ça doit servir de base à une construction d'actions contre l'armée, mais également d'ouverture vers l'ensemble des citoyens, en intégrant notre analyse à la lutte sociale.. développer un travail avec les syndicats, les écolos. Mais cela demande beaucoup d'énergie.

Par contre la création du RIRe, avec ses fonctions décentralisées, a apporté un souffle de dynamisme. Le fait de faire des réunions itinérantes permet aux groupes de se remotiver, de créer des liens entre les individus et les groupes. Pour l'instant on ne voit pas les effets au niveau d'un recul de la militarisation. Ce n'est pas en 2 ans et à une poignée d'individus qu'on va faire bouger ce monstre ; mais si pleins de petits groupes recommencent à faire ne serait-ce même que de petites actions, arrivent à s'organiser en réseau et donc à se désenclaver, on peut espérer qu'elle recule. La réforme du service va nous obliger à nous recentrer sur un vrai discours antimilitariste et il nous faut saisir l'occasion pour lancer un appel à l'insoumission totale et à la désobéissance civile dès aujourd'hui.

Interview de Myriam Philip par Didier Duyats

---

(1) voir RIRe n° 11

Découpé dans la presse

Claude Schiller a entamé une bataille juridique avec l'armée colombienne. En visite à Bogota, elle avait accepté de se faire photographier en compagnie de soldats. Cliché souvenir, pensait le top model. Argument de choc, ils sont dit les militaires, en transformant l'instantané en poster pour leur année « modèle de vertus ». Faux! Photo détournée ! Photo, en tout cas, très parlante !

Référents du dossier femmes
Myriam Philip, Matthieu Barberoux et Gwendolyne Cressman c/o APOC - RIRE, 33 rue Coutellerie, 13002 Marseille.
Tel/Rep: 04.91.56.52.19

Femmes contre la Violence: Le Prix Nobel Alternatif aux Mères des Soldats Russes

Le 6 décembre 1996, le Prix Nobel Alternatif (Right Livelihood Award) a été décerné à l'Association des Mères de Soldats Russes.

Ce groupe de femmes courageuses qui s'insurgent contre la folie guerrière, est né vers la fin des années 80 pour lutter contre les mauvais traitements dans l'armée russe ainsi que le non respect du sursis pour les étudiants. Elles ont ainsi obtenu que 170.000 conscrits puissent retourner dans les facultés pour y terminer leurs études.

Dès le début de la guerre en Tchéchénie elles ont dénoncé la guerre et sont devenues vraiment pacifistes, réclamant le règlement du conflit par des moyens politiques. Sans autres moyens que des collectes, elles ont organisé des convois pour rechercher à Grozny leurs fils morts ou vifs et les ramener chez elles, fouillant les hôpitaux et les camps de prisonniers, harcelant les militaires pour retrouver les livrets de ceux qui ne reviendraient plus. Fraternisant avec les mères tchéchènes, elles ont demandé haut et fort que la tuerie s'arrête, se faisant mal voir par les autorités russes comme par les chefs tchéchènes. Elles ont trouvé dans leur condition de mères la force de protéger leurs fils de la mort, de les arracher à la mort, de les arracher à l'armée et de les faire déserter, sous les bombardements des chars, sous les balles et dans les caves de la ville assiégée.

Radicalisées par cette lutte douloureuse, elles ont ouvert dans plus de 40 villes des bureaux pour conseiller les jeunes en âge de faire leur service militaire et les soustraire à l'apprentissage de la mort.

Elles rejoignent ainsi les Femmes en Noir de Palestine, d'Israël, de Bosnie, de Croatie et de Serbie, les Mères de la Place de Mai, les Femmes Corses contre la violence armée.

Demander la représentation paritaire dans la société ne doit pas signifier pour nous, en France et en temps de paix que les femmes copient la folie meurtrière des hommes et s'engagent paritairement dans l'armée. Elles qui ont porté leurs enfants pendant 9 longs mois et qui ont protégé ces vies si fragiles pour leur permettre de se développer aussi harmonieusement que possible, doivent oeuvrer à la transformation d'une société qui dresse ses enfants les uns contre les autres, armés d'outils de mort de plus en plus sophistiqués. Elles qui ont une pratique journalière de la médiation, de la résolution non-violente, par l'écoute, par la parole, des conflits dans la famille, à l'école, à leur lieu de travail, doivent résister à la violence, militer pour une reconversion de l'armée, contre la guerre en tant que citoyennes responsables d'un monde qui doit rester viable et solidaire.

Au péril de leurs vies, les Mères des Soldats Russes nous ont montré l'exemple. Qu'elles en soient remerciées.

Solange Fernex

Edito du journal (Nov. '96) de la Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté, section française. Permanences: Vendredi de 14h30 à 17h30. 114, rue Vaugirard, 75006 Paris. Tel: 01.42.22.24.54/Fax: 01.40.82.99.55

LA CONSCRIPTION EST MORTE ! VIVE LA CONSCRIPTION !

Le passage d'une armée de conscription à une armée de métier est, semble-t-il, une proposition que les caciques de tous bords s'accordent à trouver courageuse sans pouvoir toutefois en éluder l'aspect complexe autant que flou.

Lesquels n'auront pas versé une hypocrite larme ou fait entendre quelques louables pleurnichements sur cette conscription subitement inéquitable (comme si un jour l'armée avait été ce merveilleux creuset de la trinité républicaine, cette école de la liberté, égalité, fraternité !) prétexte suffisant pour abonder vers l'armée de métier et son sournois corollaire, la conscription civile ?
Nettement moins nombreux (écoutés ?) sont ceux qui remettent en question son caractère de fait accompli (1), qui s'interrogent sur les fonds plutôt que sur les moyens de la Défense ou qui s'alarment d'une militarisation qui imprègne encore un peu plus la société civile, le travail, l'école... la vie quotidienne et qui, de surcroît, échapperait aux plus élémentaires contrôles démocratiques.

Adapter notre stratégie à la nouvelle donne mondiale et faire des économies sont les deux placebos offerts aux Français pour accepter le passage à une armée de métier. Quoiqu'on en dise, ces deux pilules vont de pair, la seconde n'étant pas privilégiée au détriment de la première.

Depuis que nous serions passés, aux yeux des grands, pour une petite cohorte de guignols armés de fourches crottés dans l'héroïque et chirurgical massacre de civils qu'aura été la guerre du Golfe, la stratégie serait à revoir. Cette croisade pour l'ordre mondial, appelée Tempête du Désert n'aurait rien apporter d'autre que désordre et camouflet national. Mais n'ayons pas tendance à nous dénigrer (2), le travail exécuté en Afrique, en particulier au Rwanda, restera un des récents exemples aussi prometteur qu'efficace de notre savoir-faire, cette qualité à développer pour notre armée.
Défendre les intérêts (vitaux) de la France dans le monde, voilà quelle sera la tâche de cette armée de métier, ce corps expéditionnaire autrement plus facile à projeter que des appelés !
La disparition de l'ennemi communiste auquel on substitue en vrac son héritage instable à l'Est, la pauvreté, la croissance démographique et l'islam au Sud, rassemblés dans un terrorisme fourre-tout (3), et pratique, ils nourrissent le projet de création d'un corps important de mercenaires d'État d'une part et, d'autre part, stigmatisent l'insécurité chez nous en justifiant des dérives plus sécuritaires (4) que sécurisantes. Quand il n'y a plus de cible, l'ennemi est partout.

Ce raccourci permet de présenter comme inéluctable et primordial le renforcement en personnels et en moyens de la gendarmerie, de la police et du renseignement. Quant à la dissuasion nucléaire, notre gloriole morbide, elle composera un pan toujours aussi important de la Défense (5), pendant de sa généralisation civile.

La réduction des déficits publics (6), véritable cheval de Troie du libéralisme, est parallèlement avancée pour, à la fois, soigner la gangrène nationale et louer, ici, la restructuration militaire (flexibilité et spécialisation). Mais le miracle, proche du principe des vases communicants, risque bien d'être un mirage sinon un tour de passe-passe. En effet, il nous est permis de douter que les

(suite p. 6)

LE SERVICE NATIONAL AUJOURD'HUI EN CHIFFRE...

Dans sa définition actuelle, le service national est régi par la loi N°71424 du 10 juin 1971, portant sur le code du S.N. Obligatoire pour les hommes, volontaire pour les femmes. On distingue une forme militaire (dans les armées ou la gendarmerie), 4 formes civiles, 8 protocoles et le service civil des objecteurs de conscience. En 1995, 225000 jeunes ont fait 10 mois sous forme militaire, 40000 volontaires service long pour une durée moyenne de 19 mois, 8000 sous protocoles (10 mois) dont Ville (1991) 7000, Rapatriés (1983) 250, Handicapés (1991) 200, Environnement (1993) 250, Anciens combattants (1976), Emploi (1992), Éducation nationale (1991) et Formation professionnelle (1983) se partagent le reste. 650 dans la sécurité civile (1992) 10 mois, 3000 dans la police (1985) 10 mois, 670 à l'aide technique Dom-Tom (1965) 16 mois, 5300 dans la coopération-autres-pays (1965) 16 mois et 10200 comme service civil des objecteurs de conscience (1983) 20 mois... 1400 pour le volontariat féminin... 20000 ont été dispensés pour raisons sociales, économiques, etc. 62200 exemptés pour raisons médicales.

Bien entendu, ces chiffres sont du ministère, ils n'indiquent pas le nombre d'insoumis, des jeunes qui sont handicapés, voir morts, ni celui de ceux recherchés, jugés ou déjà emprisonnés pour avoir désertés en cette année 1995...

(suite de la p. 5 / La conscription est morte !)

sommes économisées par la réduction du nombre d'appelés là où précisément ils coûtent le moins cher (armée de terre) ne seront pas englouties voire insuffisantes pour l'enrôlement progressif de 60000 engagés (de 195 à 215000 F/an à l'unité (7)) et de gendarmes, des com-

mandes de matériels (4 sous marins à 40 milliards de francs l'unité, 200 milliards pour les 320 avions et le 2ème porte-avions à 15 milliards...) sans parler de l'aménagement des infrastructures et des fonds secrets pour les expériences et nouveaux équipements nucléaires.

Notons les jérémiades opportunistes des militaires, qui voulant le beurre et l'argent du beurre, souhaitent (pas tous !) une armée de métier qui leur garantirait bon matériel et coudées franches tout en conservant une partie de conscrits pour la rengaine républicaine et la gratuité des personnels. La coopération, les scientifiques du contingent, ces civils qualifiés mis à la disposition de l'armée, servent l'honorable masque humanitaire de l'armée alors que les objecteurs de conscience fournissent des bataillons à moindre coût à différents secteurs sociaux civils.

La professionnalisation de l'armée est bien évidemment à mettre en relation avec la concentration des entreprises liées à l'armement (Matra, Dassault, Aérospatiale, Alcatel Alsthom, etc.). Le lobby militaro-industriel se portera d'autant mieux que la demande sera régulière et importante dans le cadre d'une armée ayant moins de compte à rendre à la nation puisque protégée par le secret défense. Une armée professionnelle serait ainsi le ferment et le fer de lance d'une stratégie économique remplaçant la désuète politique, plus encombrante qu'utile pour la guerre moderne, celle de l'argent gagné sans discussions ni droits, sans conditions humaines ou écologiques.

Une armée plus efficace, moins coûteuse et sans conscription obligatoire, voilà qui caresse beaucoup de français dans le sens de la plume, voilà qui transforme le mensonge en courage et la liberté en un doux asservissement.

Mahlen.

1 - De l'aveu même du chef de l'État, ce type de débat nécessitait un référendum (dont il a élargi le champ d'application lors de la révision de la Constitution en juillet 1995...) mais celui-ci, à peine évoqué, a été écarté pour... anticonstitutionnalité ! Parlement et Sénat plancheront sur les modalités, les formes et non sur le fond du projet. Le peuple, quant à lui, sera consulté via un questionnaire et des réunions publiques pendant l'été !

2 - Cf. Discours à reluire de J. Chirac du 22/02/96.

3 - Lire A. Joxe, P6/7, Le Monde Diplomatique, avril 1996.

4 - Le renforcement des lois Pasqua (1993) sur l'immigration, officialisant les pratiques, est le dernier exemple d'un nationalisme sectaire "à visage démocratique".

5 - Ce n'est pas le démantèlement tardif des missiles en veille du plateau d'Albion et d'autres tripatouillages aguicheurs qui menaceront le lobby militaro-nucléaire.

6 - Nivellement par le bas et atteintes aux droits, voilà les économies ! Le Fonds d'Action Sociale a été diminué de 40 %. Il apportait un soutien important aux secteurs sociaux et associatifs.

7 - Un appelé de l'armée de Terre coûte 28 794 F/an. Un gendarme : 166 000 f/an.

Afin de préparer ce dossier, l'ensemble des organisations pacifistes et antimilitaristes ont été conviées à nous envoyer leurs positions. Le MOC, du fait de graves problèmes internes (qui devraient d'ailleurs entraîner une assemblée générale extraordinaire prochainement), n'était pas en mesure de nous envoyer un texte clair. Nous publions donc la contribution de Guillaume BERTRAND, membre démissionnaire du Collectif d'animation du MOC, contribution qui aurait d'ailleurs dû servir d'argumentaire à l'action de désertion du mois de juin...

NDLR.

LES OBJECTEURS DE CONSCIENCE NE DISPARAITRONT PAS AVEC LA REFORME DU SERVICE NATIONAL

Le service civil : les objecteurs de conscience ont déjà donné.

Lors de la mise en place du statut de 83, il s'agissait pour nous de trouver une alternative au service militaire. La vision qu'en avait les objecteurs de l'époque, était de créer un volontariat qui permette à chacun tout en échappant à un service militaire de traduire en acte sa propre vision de la société (lutte pour la paix, l'environnement, les droits de l'homme...).

Aujourd'hui la réalité est tout autre : le service civil c'est en fait un statut de citoyen de seconde zone pour l'appelé. Sans droit d'expressions politiques et syndicaux, il se retrouve à travailler à temps plein pour à peine plus de 2000 francs par mois.

Le service civique que l'on nous propose aujourd'hui quelque soit sa version, c'est la mise en place pour demain d'un statut de précaire en plus des TUC, CES et autres CIP...

C'est aussi le développement d'une politique de discriminations pour ceux qui voudront entrer dans la fonction publique (entre ceux qui feront un service long de 24 mois, un service court de 6 mois ou pas de service du tout).

Contre la conscription et son faux débat imposé par des politiques.

Après le résultat que l'on a put au combien mesurer en ce qui concerne le questionnaire Balladur, voilà que l'on nous ressort encore l'arsenal des opérations de propagande au frais du contribuable en lançant une grande "consultation nationale" sur la conscription. Ce débat entre service volontaire et service obligatoire n'est il pas une manière de cacher une politique de défense décidé d'avance en salon entre "spécialistes" ?

De tous temps, des personnes ont choisi la désobéissance par l'insoumission et la désertion. C'était une manière de marquer leur refus du militarisme et de ses institutions. Par leur acte fort, ils ont contribués à faire évoluer le droit à l'objection de conscience.

Face à cet univers très fermé

(suite p. 7)

(suite de la p. 6 / Les objecteurs de conscicne...)

des "experts" en défense, des médias et des énarques du pouvoir : C'est par une désobéissance citoyenne que nous pouvons à notre tour exprimer notre refus de conscription et porter le débat sur les questions de défense.

Militarisation de la société : danger !

La militarisation de la société, c'est les militaires dans la rue, les opérations de promotion de l'armée à l'école, le fichage des populations, la traque des immigrés... dans le contexte d'une société qui n'est plus en mesure d'assurer des droits fondamentaux à chacun (logement, nourriture, insertion professionnelle, etc.).

Il est particulièrement consternant de voir en France la mise en place d'une politique du tout répressif.

Face au développement du contingent d'appelés dans la gendarmerie et la police, n'est il pas inquiétant de voir le développement progressif d'un plan "vigipirate" permanent de maintien de l'ordre des quartiers en difficultés ?

Nous devons résister à cette logique sécuritaire. Exigeons de vraies réponses à des problèmes sociaux et économiques, pour des populations qui subissent de plein fouet le chômage, le manque de moyens pour se nourrir, se loger, se former, se distraire, accéder à la culture...

L'armée pour défendre quoi ?

La télévision fait la part belle à la montée de certains périls comme l'intégrisme, le nationalisme, la prolifération des matières fissiles des pays de l'ancien bloc de l'Est vers le tiers monde (les essais nucléaires français constituent ici une belle provocation !). Est-ce que l'on ne cherche pas à légitimer les surcapacités de production des industries de défense et les nouveaux investissements militaires ?

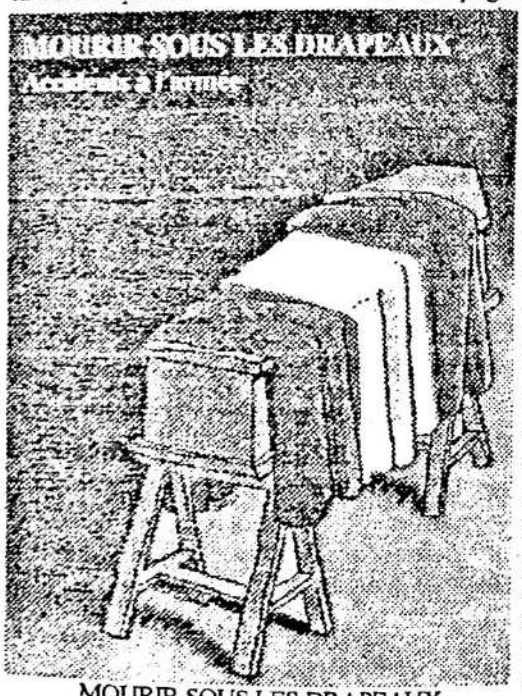
On nous dit que l'armée sert à des guerres justes, des guerres du droit : Ne s'agit-il pas plutôt de participer dans le cadre de l'OTAN à la sauvegarde des privilèges de la classe des pays les plus riches au détriment des plus pauvres ?

Dans un monde où l'on pousse toujours plus les populations à la violence et à l'exaspération, en tant qu'objecteur de conscience inscrivons nous dans des actions antimilitaristes pour dénoncer les véritables causes des conflits, créer des liens entre les réfractaires à la guerre de tous les pays et promouvoir des véritables alternatives de paix.

Guillaume Bertrand
(objecteur de conscience militant).

LE RNVAA ET LA REFORME DU SERVICE NATIONAL

Précisons d'emblée que le RNVAA n'a pas de position tranchée sur la suppression de la conscription.



MOURIR SOUS LES DRAPEAUX,
Ed. Syllepse, 138 P, 1993, 80 F
Disponible dans la libraiRIRE, cf. p16.

Cela peut surprendre. Beaucoup d'entre vous peuvent penser que le meilleur moyen, le plus radical, pour lutter contre les ''accidents'' à l'armée c'est de faire en sorte que les jeunes n'aient plus à faire de service militaire. C'est d'ailleurs ce que nous avait dit un responsable de la permanence de campagne du candidat Chirac, alors que nous nous plaignons de ne pas avoir de réponse à notre questionnaire aux candidats à l'élection présidentielle : ''Mais monsieur, il n'y a plus de problème pour votre association puisque Jacques Chirac est pour l'armée de métier !''.

Bien évidemment, les choses ne sont jamais aussi simples.

D'abord toutes les familles adhérentes, même si elles ont perdu un fils à l'armée et luttent pour que de pareils drames ne puissent plus se reproduire, ne sont pas pour autant forcement favorable à la suppression du service militaire.

- Premièrement parce qu'une armée de professionnels peut représenter une menace pour la démocratie. Rappelons la tentative de putsch des généraux d'Alger et le rôle du contingent, l'affaire du lycée militaire d'Aix-en-Provence, etc.
- Deuxièmement parce que nous ne faisons pas de différence entre appelés et engagés dans le combat qui est le notre. Il n'y a pas d'un coté les bons et pauvres appelés èt de l'autre les ''salauds'' d'engagés. Toute mort d'un jeune, dû au non respect des règles minimum d'hygiène et de sécurité de la part de l'encadrement nous révolte tout autant s'il s'agit d'un engagé.
- Troisièmement, parce que nous n'avons pas réussi à imposer que notre pays se conforme aux résolutions votées au niveau européen et notamment à la résolution d'avril 1984 qui demandait à chaque état membre de reconnaître le droit syndical aux soldats appelés ou engagés.

Quand nous voyons la difficulté que nous rencontrons pour faire la vérité sur les ''accidents'', pour faire témoigner des appelés, cette absence de droits démocratiques dans les casernes, si demain il n'y a plus que des engagés et des militaires de carrière, nous fait craindre un ''silence radio'' encore plus important sur les abus et les délits qui se commettent derrière les murs des casernes.

Concernant les formes civiles du service national

Rappelons que le service militaire n'est devenu service national que depuis la loi du 10 juin 1971 (art. L.1).

Le service national est universel. Il revêt :

- Une forme militaire destinée à répondre aux besoins des armées.
- Des formes civiles destinées à répondre aux autres besoins de la défense, ainsi

(suite p. 8)

DOSSIER > DU CIVIL AU MILITAIRE ET VICE VERSA

Ces derniers temps, la frontière entre l'industrie de la guerre et celle du temps de paix, entre maintien de l'ordre civil et opérations guerrières, tend à devenir de plus en plus poreuse.

En Palestine, mais aussi à Ferguson, Diyarbakir, Villiers-le-Bel, Notre-Dame-des-Landes ou Calais, les mots pour dire la répression déploient autant d'écrans de fumée. On évoque des balles en caoutchouc dur, des Tasers à impulsion électrique ou des grenades lacrymogènes comme autant d'armes « non létales », « sublétales » ou « à létalité réduite ». Autrement dit, officiellement non mortelles ou sinon presque par hasard, question de dosage. Rien de nouveau, la guerre joue sur les mots. Le marché du contrôle social se gargarise d'euphémismes comme « gestion démocratique des foules » ou « armement rhéostatique » pour masquer sa capacité politico-technique à graduer l'impact sur les victimes, de la blessure paralysante à la mort instantanée.

Aujourd'hui, *business is business*, civil et militaire se marient allègrement. Mais ne nous leurrons pas, la guerre et l'après-guerre ont toujours constitué deux marchés complémentaires. Pour mémoire, la trajectoire d'un Louis Loucheur, qui mène du ciment armé à l'armement « béton ». Connu pour avoir donné son nom à une loi sur le logement, Loucheur a surfé sur la guerre de 14-18 comme sur la reconstruction. Deuxième fortune du BTP, bombardé ministre de l'Armement, il en profite pour réorienter son business industriel vers les obus et les wagons militaires. Cela lui vaut d'être qualifié de « profiteur de guerre » par une partie de la presse, puis de « profiteur de paix » quand il devient ministre délégué à la Reconstruction industrielle en 1918. La Société générale d'entreprises de Louis Loucheur s'est d'ailleurs tout naturellement intégrée dans l'empire Vinci en 2000. Les marchands de canons savent se fondre dans des marchés civils pour prolonger leurs profits tout en redorant leur blason.

La dualité, une vertu économique

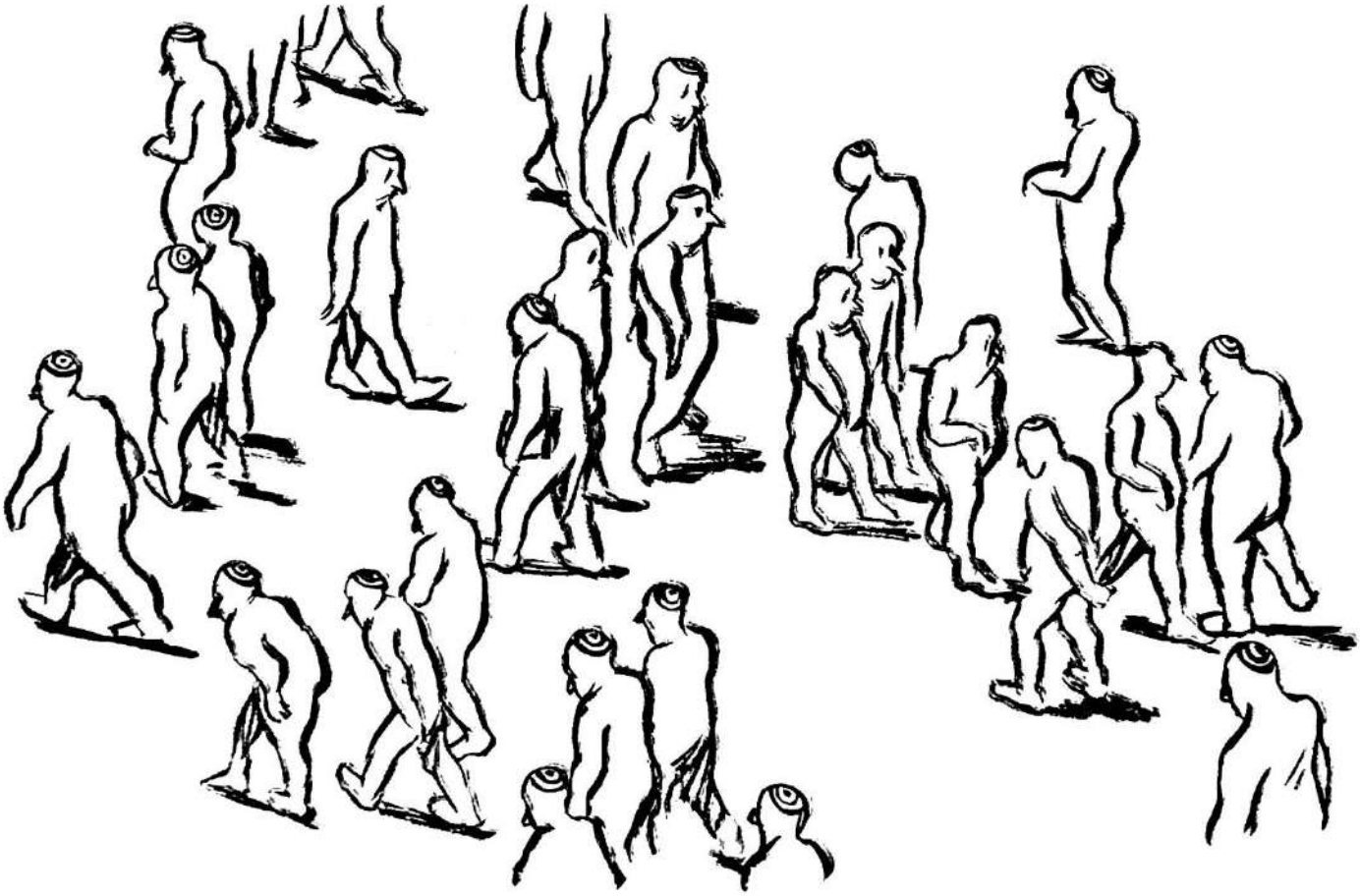
Les exemples de perméabilité du civil et du militaire pullulent sur le marché des nouvelles technologies. *Must* du moment : les « fertilisations croisées », les « *clusters* » et autres regroupements d'entreprises du même secteur. Ainsi, début décembre, Alain Rousset, président du conseil régional d'Aquitaine, se vantait d'accompagner plus de 80 PME « duales » – du civil vers le militaire et inversement : « *Une entreprise tient bien quand elle est sur ses deux jambes : ici, nous parlons du civil et du militaire.* » Et toutes les régions s'y mettent. Quant au ministère de la Défense, il consacre 11 millions d'euros au financement de 450 thèses et autres recherches à retombées militaires (radars, nanotechnologies pour la vision de nuit et la protection de cellules solaires, etc.), et un peu civiles… Même plan d'attaque avec les subventions octroyées par le Rapid (Régime d'appui PME pour l'innovation duale), mis en place par la Direction générale de l'armement et la Direction générale des entreprises dépendant de Bercy.

Bien entendu, la dualité entre le civil et le militaire pour la filière aéronautique et spatiale, comme pour les multinationales, les PME ou les start-up, est vantée comme « facteur de compétitivité économique ». Jusqu'ici, le transfert de technologies se faisait du militaire, qui finançait l'innovation, vers le civil, qui assurait les volumes et baissait les coûts de production. Désormais, les états-majors et les patrons œuvrent pour intensifier les flux dans les deux sens et travaillent à blanchir des activités liées à l'industrie de la mort. Ainsi Thales, grand groupe d'électronique spécialisé dans l'aérospatiale, la défense, la sécurité et le transport terrestre, fabrique des drones militaires et développe parallèlement des marchés civils : passeport biométrique, gestion des visas Schengen et des fichiers de migrants, ou encore cryptage des données d'entreprises. Thales équipe les métros de Londres, du Caire, de Doha ou de Hong-Kong et fournit des radars civils et militaires à la Bolivie.

Tout cela peut sembler fort cynique, mais si nous nous endormons sur nos lauriers, nos concurrents – USA, Israël, Russie, Allemagne – ne nous feront pas de cadeau, eux qui n'ont pas autant de préventions humanistes que notre douce France ! Ainsi se dessinent les contours d'une industrie et d'une technologie du contrôle des foules et de la pacification globale, devenues enjeux économiques prioritaires et modèles de gouvernance appliquée. Avec l'infini mérite d'acclimater le peuple à un état d'exception permanent. C'est la guerre, on se tue à vous le dire !

Nicolas de la Casinière

AU GRAND BAZAR DE L'ARMEMENT



L. L. de Mars

ISRAËL

La pacification, c'est la guerre permanente

***« Il y a un pays qui combat le terrorisme depuis 50 ans et qui n'a pas créé l'état d'urgence, pas créé de lois d'exception, qui n'a jamais dérapé, c'est Israël »*, déclarait Julien Dray sur le sitelemondejuif.info, le 13 décembre dernier. Les attentats de Paris furent pour certains le moment d'en appeler à s'inspirer du modèle sécuritaire israélien. Mais n'est-ce pas déjà le cas ? Israël est devenu la source de référence en doctrines et de technologies militaires, car soumises à l'épreuve du feu.**

DANS UN OUVRAGE inédit en français, *War against the people – Israel, the Palestinians and Global Pacification*[1], (Pluto Press, Londres, 2015), Jeff Hapler, anthropologue et militant antiguerre, dissèque l'expertise militaro-sécuritaire israélienne – « *securocratic* », ose-t-il – décrite comme une « *matrice de contrôle* » (« *matrix of control* ») qui tend à devenir un modèle mondial de management du maintien de l'ordre.

Le budget de défense – évalué à environ 16,5 milliards de dollars pour 2015[2] – d'Israël, pays de 8 millions d'habitants, le place au 13e rang de la liste des pays pour leurs dépenses militaires. C'est un des taux d'investissement (15,1 % du PIB en 2013, 5,8 % à 7,8 % en 2014, selon les rapports) les plus importants au monde après l'Arabie Saoudite (10,7 %) et l'Irak (8,5 %), mais devant l'Iran, la Corée du Nord, le Pakistan ou l'Égypte. Aux États-Unis, premier budget militaire au monde avec 581 milliards de dollars en 2014, les dépenses militaires ne représentent « que 3 % » du PIB. Israël importe : en 2014, il a reçu pour 2,3 milliards de dollars d'armements de la part des États-Unis, la moitié de l'aide militaire à l'exportation américaine. Mais l'État hébreu, toujours inquiet des risques d'embargo, s'approvisionne aussi auprès de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et... de la Russie ou de l'Ukraine. Israël exporte aussi son armement et son savoir-faire. Il est à la pointe de l'innovation en matière de robots militarisés : « *Nous pouvons être une superpuissance mondiale dans la robotique* », clame le professeur Zvi Shiller, membre de l'université de Samaria, située dans la colonie d'Ariel en Cisjordanie.

Selon Hapler, « *équipées pour la première fois de l'histoire de technologies sécuritaires totales, les classes dominantes, leurs armées et leurs polices entrevoient alors la perspective de villes gérées rationnellement par une technoscience omnipotente.* » Israël est devenu le laboratoire de ces techniques. Ainsi s'opère ce que Hapler appelle une « *palestinisation* » du contrôle mondial, comme « *lors de la guerre d'Irak ou dans les opérations contre-insurrectionnelles en Afghanistan, ou bien dans la sécurisation des frontières, aéroports, la vidéo-surveillance des rues, ou encore dans le démantèlement des manifestations type Occupy Wall Street. En élaborant des solutions militarisées depuis son microcosme palestinien, Israël ouvre la voie pour tous les "gardiens de la civilisation" en butte à leurs propres Palestine et Palestiniens à travers le monde.* »

M. L.

1. « *La guerre contre le peuple – Israël, les Palestiniens et la pacification globale.* »
2. Selon l'International Institute for strategic studies.

Marseille: Les quartiers nord, «terrain de chasse» de l'armée

05/04/16

Ils sont une trentaine à attendre dans le hall de du Centre d'information et de recrutement de l'armée (CIRFA). Ils sont âgés d'une vingtaine d'années, viennent de toutes les villes du département, et ont choisi de devenir militaires. Dans quelques heures, après avoir signé leur contrat d'engagement, ils prendront le train pour rejoindre leur régiment. Dans quelques heures, une nouvelle vie va commencer pour eux, et le changement sera radical.

Maeva a 18 ans et habite la Penne-sur-Huveaune. Après son bac, elle s'est inscrite en première année de droit. Une impasse. Contre l'avis de ses parents, elle s'est alors tournée vers l'armée de terre. Parce que « toutes ses valeurs lui plaisent » : le respect et l'autorité en premier. Et aussi parce qu'elle a « envie de défendre (son) pays » : « J'y pensais déjà avant les attentats mais ça m'a donné encore plus l'envie », déclare-t-elle.

Nouvelles notions

La jeune fille a signé un engagement pour cinq ans. Direction le régiment médical de la Valbonne, près de Lyon, pour devenir brancardier-secouriste. Une fois formée, elle sera « projetable » en opérations extérieures. A l'arrière certes mais pas très loin non plus des zones de conflit. « Mes parents ont un peu peur mais ils n'ont pas le choix, affirme-t-elle. Et de toute façon, je ne veux pas rester assise dans un bureau».

Adrien a 19 ans et a raté son bac. Il en a conclu que l'école « n'est pas faite » pour lui et vient de signer pour le 1er régiment de chasseur parachutiste de Pamiers, près de Toulouse. L'idée a germé grâce à son père, qui a fait son service militaire dans les « commandos paras ». Mais pour lui aussi, le déclic s'est produit au moment des attentats de Paris : « Quand on se fait attaquer dans notre pays, forcément… On a envie de le défendre. Et puis, c'est beau de servir son pays, non ? »

L'altruisme plutôt que le patriotisme

Depuis au moins deux ans: 10.000 soldats en 2014, 15.000 en 2015 et à nouveau 15.000 en 2016. « Mais je sais déjà que ce sera beaucoup plus : sans doute 16.500 », sourit Thierry Marchand, « patron » du recrutement en France. Les motivations des candidats sont souvent floues mais selon le général, « on voit désormais apparaître des notions comme le service à la collectivité, la citoyenneté et la défense ».

Avant les attentats, leurs motivations se limitaient souvent au besoin d'un emploi, d'un revenu ou d'une qualification. Aujourd'hui, « cette jeunesse a la volonté de trouver un sens », assure l'officier. Ce n'est pas forcément le patriotisme, valeur cardinale de l'armée, qui pousse ces jeunes à s'engager mais plutôt , précise de son côté le lieutenant-colonel Slimane Kenani, chef du CIRFA de Marseille : « Ils veulent servir leur pays. Après les attentats, ils nous demandaient tous : qu'est-ce que je peux faire ? »

Le kaki plutôt que le bleu

Dans son bureau, il a vu défiler près de 600 candidats l'année dernière – pour 300 postes. Comme Maeva ou Adrien, ils viennent de tous les milieux et de toutes les villes du département. De tous les quartiers aussi. Sur les 164 engagés marseillais en 2015, environ 30 %, soit une cinquantaine de jeunes, étaient issus des 13e, 14e, 15e et 16e arrondissements.

Les quartiers nord de la ville sont même devenus un « terrain de chasse » naturel pour Slimane Kenani qui va « chercher » ses candidats quasiment jusque chez eux. Et à l'écouter, l'accueil y est presque bienveillant : « Quand je me rends là-bas, ils (les guetteurs) me gardent la voiture (sourires). On n'a pas le côté répressif de la police ou de la gendarmerie. La tenue de camouflage est plutôt bien vue là-bas. Mieux que le bleu en tout cas ».

Les dockers de Marseille refusent de charger des armes à destination de l'Arabie saoudite

31 mai 2019

La France est accusée de prendre indirectement part à la guerre au Yémen en fournissant des armes à l'Arabie saoudite. Le 29 mai les dockers ont refusé d'effectuer le chargement du cargo Bahri Tabuk qui doit transporter des munitions de canons français à destination de l'Arabie saoudite.

Cargo chargé. Armes évaporées.
"Nous n'avons chargé aucune arme, aucune munition. On s'est renseigné et ce n'est pas le cas", a déclaré à l'AFP un responsable de la CGT des dockers de Fos, un syndicat opposé à tout transit d'armes par le port. Comme la veille, un représentant de Shipping Agency Service (SAS), la société représentant en France l'armateur saoudien Bahri, a également indiqué à l'AFP qu'aucun armement n'avait été chargé à bord. Selon SAS et les dockers, le chargement est constitué de générateurs électriques à usage civil, de la société allemande Siemens.

Après avoir affirmé mardi matin que ce cargo saoudien devait prendre livraison de munitions pour des canons Caesar français, à destination de Jeddah, en Arabie saoudite, Disclose a finalement indiqué en soirée sur Twitter que ce ne serait pas le cas.
"Selon nos informations, les charges modulaires parties en containers depuis l'usine d'Eurenco de Bergerac ont été redirigées vers une destination inconnue", a affirmé ce média, évoquant "un changement de stratégie au sommet de l'Etat" après la mobilisation il y a deux semaines d'ONG au Havre. Un autre cargo saoudien du même armateur avait alors déjà été soupçonné de vouloir embarquer des armes françaises à destination de l'Arabie saoudite et avait finalement renoncé à accoster au port du Havre.

Le port de Marseille-Fos "ne servira pas à charger des armes ou des munitions", a assuré mardi 28 mai à l'AFP Laurent Pastor, secrétaire général CGT des dockers de Fos-sur-Mer. Dans un communiqué relayé par Disclose sur Facebook, le syndicat CGT des dockers du port de Marseille-Fos a ajouté: "Fidèles à leur histoire et valeurs de paix [...], ils ne chargeront aucune arme, aucune munition pour quelque guerre que ce soit."
Depuis plusieurs semaines, la France, qui fournit des armes à l'Arabie saoudite et à ses alliés, est accusée de prendre indirectement part à la guerre au Yémen, qui a fait des dizaines de milliers de morts depuis 2015 et a ainsi participé à créer l'une des pires crises humanitaires au monde, selon l'ONU. En avril dernier, des médias indépendants révélaient l'utilisation d'armes françaises dans la guerre au Yémen: Mirage 2000-9, technologie laser, navires de guerre... servent à la pétromonarchie dans ce conflit, responsable de la mort de milliers de civils.
Aujourd'hui, certains de ces médias affirment que le cargo Bahri Tabuk doit charger des munitions de canons français à destination de l'Arabie saoudite ce mercredi 29 mai, après que les dockers ont refusé d'effectuer le chargement hier.

DOSSIER

L'ARMÉE VEND DU RÊVE, ELLE RESTE UN CAUCHEMAR

Violences sexuelles contre les soldates, brimades des petits chefs, ennui des patrouilles Sentinelle… Loin de l'aventure promise par les recruteurs, la réalité militaire nourrit la désillusion de nombreux jeunes engagés. Alors qu'au Mali, les civils ont appris à se méfier des troupes françaises, les adolescents de l'Hexagone seront bientôt contraints de passer deux semaines sous l'uniforme. De quoi revitaliser l'antimilitarisme ? Radioscopie de ce que l'armée française fait vivre aux gens.

Partout, les mêmes affiches. Des boulevards des centres-villes aux arrêts de bus des quartiers populaires, l'armée française fait sa propagande. Un jeune militaire, une arme et un slogan fumeux : *«Je veux être le nouveau souffle après la tempête»* ; *«Je veux aller de l'avant pour que la liberté ne recule jamais»* ; *«Je veux plus qu'un métier, je veux une autre vie»*.

Oui, l'armée recrute. En baisse depuis des années, les effectifs sont repartis à la hausse dans la foulée des attentats de 2015. Plus de 200 000 militaires au total aujourd'hui. Mais l'armée peine à séduire : 1,3 candidat par poste de militaire du rang en 2018[1]. Dans ces conditions, aucune sélection n'est possible : combien de branquignols dans la troupe ?

Peu importe. Il en faut des troufions, pour patrouiller sur le parvis des gares, le fusil en bandoulière, le regard dans le vide. Opération Vigipirate, opération Sentinelle : en confiant ces missions à des bidasses plutôt qu'à des policiers ou des gendarmes, l'État économise chaque année près de 900 millions d'euros[2]. Autre avantage : un militaire, ça ne se syndique pas, ça ne manifeste pas, ça ferme sa gueule. Mais ça n'en pense pas moins : *«Quand on fait du Sentinelle, on s'emmerde tellement !»*, confie un sous-officier de l'armée de terre. *S'il y a un attentat, les gens sont sympas pendant trois jours. Ils nous saluent, nous félicitent, nous apportent le café. Après, ils ne nous regardent plus. On redevient du mobilier urbain, comme des lampadaires.»*

Les jeunes recrues n'avaient pas signé pour ça. On leur avait vendu de l'aventure, du voyage : *«J'ai choisi les grands espaces, pas l'open-space»*, mentait ainsi une réclame. *«Ils ne te disent pas que tu vas passer ton temps à récurer l'escalier de la caserne avec les ongles pendant que tes chefs te disent que t'es qu'une merde»*, rapportait mi-février un déserteur, quelques heures avant d'être condamné pour cette fuite à deux mois de prison avec sursis par le tribunal de Marseille *[lire le reportage p. VII]*.

Aux femmes militaires non plus, personne n'avait dépeint le niveau de sexisme et de violences sexuelles qui les attendait. Des agressions le plus souvent accompagnées d'omerta et d'impunité des agresseurs. Pour que la Grande Muette daigne reconnaître le problème, il a fallu la parution du livre-enquête *La Guerre invisible*, en 2014. Depuis, une cellule de signalement des actes sexistes a été mise en place. *«Une belle escroquerie,* dénonce la journaliste Leila Miñano, co-autrice de l'ouvrage *[lire son interview p. IV]*. *On attendait une cellule d'écoute extérieure à l'armée française. Au lieu de ça, ce sont des généraux qui décrochent quand on appelle, pas des psychologues formés pour recueillir la parole de victimes.»*

Autre mirage, autres victimes. Sur ses affiches ou sur Internet, l'armée vend une guerre de jeu vidéo. Indolore, inoffensive. Dans la vraie vie, la guerre tue, blesse, détraque. Combien de jeunes soldats sont revenus complètement déglingués d'une mission à l'étranger ? Avec quelle prise en charge médicale pour les aider à gérer le stress post-traumatique lié aux horreurs auxquelles ils ont assisté – ou qu'ils ont commises ?

***

Malgré tout, l'armée attire. Environ 30 000 nouveaux militaires la rejoignent chaque année. Pour les mômes des classes populaires, elle reste un moyen d'échapper au chômage – ou au deal. *«C'est un des seuls employeurs, avec McDo, qui nous acceptent sans études»*, rappelle Claude, engagé volontaire *[p. VI]*. Et le jeune homme de rêver à une promotion sociale par l'uniforme : *«Moi, je m'engage en tant que militaire du rang. Je pars de rien, j'ai arrêté l'école en quatrième, zéro brevet, zéro bac… et je peux finir officier, sous-officier.»* Une assertion à pondérer : *«La méritocratie dans l'armée est un mythe»*, estime ainsi la sociologue Christel Coton *[p. V]*. *«Il n'y a ni mystère ni erreur : un officier issu du rang ne finit pas général.»*

Et quid du racisme ? *«Les gauchistes parlent toujours de la diversité. Nous on la vit»*, défendait un sergent-chef de l'armée de terre croisé en Guyane. Le camp où il se trouvait mélangeait, il est vrai, plusieurs continents d'origine dans une certaine camaraderie. Mais cela n'empêchait ni les blagues vaseuses, ni les discours essentialistes et haineux. Cet atavisme militaire pour les idées d'extrême droite – y compris l'autoritarisme – trouve du reste sa traduction dans les urnes : *«Dans les petites villes de garnison de l'armée de terre, le vote RN est très nettement supérieur à la moyenne départementale»*, concluait l'été dernier une étude d'opinion relayée par l'AFP[3].

De quoi donner des arguments à ceux qui craignent la tentation putschiste du haut-commandement, où catholiques intégristes et autres conservateurs sont surreprésentés ? Depuis le coup des généraux d'Alger en 1961, l'armée est restée sage. Mais qu'elle agisse sous ordre du pouvoir politique ou qu'elle s'en affranchisse, elle demeure un important outil de contrôle des populations, mobilisable à tout moment pour maintenir le *statu quo* social. Désormais uniquement composée d'engagés, la troupe a sans doute moins de chance de basculer du côté d'une éventuelle insurrection qu'au XIXe siècle, époque où le peuple révolté pouvait espérer convaincre les appelés de mettre *«la crosse en l'air»*, comme le rappelle l'historien Éric Fournier *[p. IX]*.

Une chose est sûre : dans la France de 2020, l'antimilitarisme n'a pas la cote. Les derniers grands soubresauts du mouvement remontent à la fin des années 1990, quand furent jugés – et parfois emprisonnés – les derniers insoumis au service national obligatoire. Le journal que vous tenez dans les mains vient de cette histoire : *CQFD* est l'héritier direct du *RIRe*, canard édité par le Réseau d'information aux réfractaires *[récit p. X]*.

Ce passé nous rattrape. Car le service militaire, qui a laissé tant de souvenirs marquants *[témoignage p. X]*, s'apprête à ressusciter – sous une forme atténuée. D'ici quelques années, filles et garçons de 16 ans devront se coltiner un «séjour de cohésion» de deux semaines sous l'autorité de militaires censés leur inculquer les «valeurs de la République» *[p. XI]*. De hauts gradés s'inquiètent déjà du retour de l'antimilitarisme que pourrait provoquer ce Service national universel (SNU).

***

En attendant, l'armée hexagonale multiplie les interventions à l'étranger. L'économiste Claude Serfati, qui rappelle que la France demeure *«dans le top 5 mondial des ventes de matériels militaires»*, en a recensé 70 sur le seul continent africain depuis 1978 *[lire son interview p. VIII]*. Au Sahel, c'est actuellement la lutte contre les «groupes djihadistes» qui occupe la troupe. Problème : à force de bavures mortelles, d'arrestations arbitraires et de maladresse, elle est en train de rater sa «conquête des cœurs» de la population malienne. *«Quand ils sont arrivés en 2013, les soldats français étaient les bienvenus. Aujourd'hui, tout le monde s'en méfie»*, résume un ancien rebelle touareg *[pp. II & III]*.

Mais qu'importent les témoignages, les plaintes ou les accusations de viols en provenance de Centrafrique : l'ordre postcolonial ne se discute pas. À la fin de leur éclairant livre *Mauvaise troupe : la dérive des jeunes recrues de l'armée française*[4], les journalistes Leila Miñano et Justine Brabant racontent cette anecdote marquante : *«À l'automne 2017, une femme burkinabè interrogea Emmanuel Macron, en visite officielle à Ouagadougou, sur la présence militaire française dans son pays. Le président de la République, droit dans ses bottes, écarta jusqu'à la légitimité de la question : "Vous ne devez qu'une chose pour les soldats français : les applaudir."»*

PAR CLAIR RIVIÈRE
COLLAGE 6COL

1/ Cette année-là, ce taux était de 1,8 pour les sous-officiers et de 17 pour les officiers. Source : *Treizième rapport du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire* (décembre 2019).
2/ Rapport de la mission parlementaire d'information sur la présence et l'emploi des forces armées sur le territoire national (juin 2016).
3/ «Renforcement du vote RN chez les militaires, selon une étude» (17/07/2019).
4/ Les Arènes, 2019.

On dirait le SNU

Sonnez tambour, résonnez clairons : le service militaire fait son grand retour, sous une forme aseptisée. D'ici quelques années, garçons et filles de 16 ans seront notamment obligés de passer au moins quinze jours sous l'uniforme, encadrés par des militaires. L'objectif de ce Service national universel ? Inculquer au forcep les « valeurs de la République ».

AU GARDE-À-VOUS sous le cagnard, sur les marches de la mairie d'Évreux, les cadets et cadettes du SNU (Service national universel) tombent comme des mouches. Un, deux, trois... vingt-six malaises en une heure et demie de cérémonie. Les symptômes : hyperventilation, stress et autres crises de tétanie. Voici mis hors-service le quart des ados réquisitionnés le 18 juin dernier pour inaugurer un De Gaulle en bronze et faire la propagande du SNU. Discipline et rigueur obligent, les galonnés ont maintenu les jeunes rescapés sous le soleil de plomb. La souffrance a sans doute des vertus éducatives... Pour la préfecture, ce « *léger coup de chaud* » était dû « *à une forme d'émotion liée au caractère solennel de la cérémonie, au cours de laquelle les appelés devaient entonner* La Marseillaise ». Sans blague.

Debout à 6h30, la bleusaille en herbe a dû assister tous les matins au lever du drapeau, en entonnant l'hymne national au garde-à-vous, avant d'enchaîner parcours du combattant, raids commando en forêt, modules « armée et mémoire », lecture de témoignages de soldats, « soirée-débat démocratie & courage », visite d'un cimetière militaire, d'une centrale nucléaire et autres moments d'exaltation patriotique forcée – avec un peu de découverte botanique et de secourisme, pour ne pas faire que dans le kaki. Au programme également : des séances de pompes et d'abdos, histoire de nepas oublier où l'on est.

SERVICE MILITAIRE NOUVELLE GÉNÉRATION

Promesse du candidat Macron, le SNU ressemble à une resucée du service militaire abandonné en 1997, imposé cette fois à de plus malléables garçons et filles de 16 ans. Il s'agit de profiter de la fragilité des jeunes ados, traversant une période où « *les préjugés ne sont pas encore formés* », comme le note avec gourmandise le rapport des députées Marianne Dubois (LR) et Émilie Guérel (LREM).

Chacun y projette ses fantasmes : lutter contre « *le tarissement du recrutement* » dans l'armée de métier pour Daniel Menaouine, général en chef du projet ; « *disposer en cas de crise d'un réservoir mobilisable complémentaire à la Garde nationale* » et « *retrouver une forme de creuset national* » du côté d'Emmanuel Macron ; « *identifier ces jeunes qui sont les plus éloignés des valeurs de la République, les accompagner et empêcher toute forme de radicalisation* », d'après le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner.

À terme, le SNU concernera l'intégralité de chaque classe d'âge, soit quelque 800 000 adolescents tous les ans : des lycéens, des apprentis et des décrocheurs scolaires à « *remettre sur le droit chemin* » selon le général Menaouine, qui vante « *l'expertise de l'armée en termes de savoir-faire, de discipline, d'attitude* ».

La soumission ne suffisant pas, le programme prévoit également d'inculquer les vertus du capitalisme. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, a promis « *l'entrée de l'éducation financière dans le module "autonomie" du SNU* » sous l'égide d'un « Comité stratégique d'éducation financière » et de la Banque de France. Tout va bien.

SNU COMME UN VER

Selon les dernières informations publiées sur le site internet du gouvernement, la généralisation du SNU pourrait se faire dès 2024. Le dispositif sera découpé en trois phases.

La première ? Le « *séjour de cohésion obligatoire* » : deux semaines en internat sous les drapeaux. La deuxième ? Une « *mission d'intérêt général obligatoire* » : deux semaines de stage auprès d'une structure publique ou d'une association. La troisième phase sera facultative : cet « *engagement citoyen volontaire* » durera au minimum trois mois. Selon le gouvernement, « *il pourra prendre la forme d'un service civique, d'un engagement dans les réserves opérationnelles de la gendarmerie et de l'armée ou d'un bénévolat de longue durée auprès d'une association* ».

Au printemps 2019, quelque 2 000 jeunes volontaires ont donc joué les cobayes pour les grands débuts du SNU, encore au stade de l'expérimentation. Lors de la première phase (internat sous les drapeaux), ils ne risquaient pas de ruer dans les brancards : 31% avaient des parents militaires, alors que les bidasses ne représentent que 1,3% de la population. S'y ajoutaient les élèves de seconde en bac pro sécurité et d'autres qui, malgré des parents désespérément civils, rêvent d'une carrière en uniforme. Avec un tel public, pas de rejet des punitions de groupe : plusieurs gamins contraints à des pompes, abdos et tours de terrain la nuit, pour un seul ado surpris les mains dans les poches (Morbecque, Nord) ou un autre qui parle après l'extinction des feux (Orcines, Puy-de-Dôme).

À l'automne, pour la seconde phase (« mission d'intérêt général »), certains ados ont choisi d'enfiler pendant deux semaines la tenue léopard, comme Julie, 16 ans, fille de militaires, enrôlée dans un peloton d'infanterie : dans une vidéo de propagande, on a pu la voir porter le fusil mitrailleur et apprendre à charger les munitions.

La saison 2, dont la campagne de recrutement a débuté en janvier, vise à rameuter 30 000 volontaires dans les mois qui viennent : leur « séjour de cohésion » est prévu pour le début de l'été. L'encadrement sera assuré par des militaires : un ancien colonel de la Légion étrangère ici, un lieutenant-colonel au rebut de l'armée là, assistés d'enseignants et d'animateurs fournis par plusieurs grandes associations d'éducation populaire qui y ont vu un marché (d'autres refusent de participer à ce cirque nationaliste). En mai 2019, un rallye « leadership et cohésion », mené par des instructeurs de la Marine nationale, a formé les 150 premiers encadrants. Où ça ? À l'école d'officiers de Saint-Cyr Coëtquidan (Morbihan). Le gratin des gratinés.

LE SPECTRE ANTIMILITARISTE

Le coût du dispositif, lui, reste très flou : « *2 à 3 milliards d'euros par an* » selon le candidat Macron, 6 milliards selon un rapport du Sénat en 2017, 1,6 milliard d'après le sous-ministre Gabriel Attal.

Lancé sans que le Parlement ne soit consulté, le projet n'enthousiasme guère les galonnés, inquiets tant pour la réduction de leur budget que par les éventuels *bad buzz* : « *Certains grands chefs redoutent même le retour de l'antimilitarisme, qui a quasiment disparu depuis la fin du service national obligatoire en 1996* », rapporte le très conservateur quotidien *L'Opinion* (28/06/2019). Et de citer un responsable inquiet : « *Si l'on rend trois millésimes de jeunes antimilitaristes, l'armée professionnelle est morte.* » Chiche ?

PAR **NICOLAS DE LA CASINIÈRE**
PHOTO **YOHANNE LAMOULÈRE**

Travailler à l'ars c'est pas la santé! Les agent-es de nettoyage en grève !

29 mars 2022

Les agent-es de nettoyage sous-traité-es par LASER au siège de l'Agence Régionale de Santé PACA sont en grève depuis le 29 mars : pour l'amélioration des conditions de travail, contre le management brutal et les sanctions imposées pour casser l'équipe.

Soutenez activement la lutte, en participant au piquet organisé chaque jour de 16 à 18h devant le siège de l'ARS (132 bd de Paris - Joliette) et en abondant la caisse de solidarité en ligne !

Un grand rassemblement de soutien est déjà prévu le mardi 26/04 à 16h devant l'ARS PACA pour les 4 semaines de grève : on lâche rien

Stoppons le déploiement militaire dans les Cévennes !

Un arbre peut-il cacher la forêt ?

Le rachat en cours de finalisation par le ministère des Armées pour la Légion étrangère de la ferme de Bannière dans la commune de Saint-Jean du Gard pose pour le moins la question à ses habitants et ceux de la région. Présenté comme un centre de repos « naturellement tourné vers la ruralité et la rusticité » du pays cévenol, ce projet s'annonce d'ores et déjà comme celui de l'implantation d'un avant-poste militarisé.

En effet, avant même d'avoir acquis cette propriété de 9 hectares, plusieurs incursions de légionnaires dans le village ont eu lieu : présence en grande pompe du 2e Régiment étranger d'infanterie nîmois lors de la cérémonie du 11 novembre (les enfants du village y furent même conviés pour chanter la Madelon !), naturalisation de quelques légionnaires à Maison Rouge (en présence du maire) le même jour, opération de déploiement de 600 militaires armés dans les sentiers de la vallée et les rues de plusieurs villages le 23 mars dernier…

Et qu'en sera t-il une fois leur présence actée ? Qui peut réellement croire que les militaires se contenteront de faire pousser quelques carottes et de se revigorer en se plongeant dans les bienfaits d'une activité agricole ? Interrogé par Objectif Gard, le chef de corps du régiment est pour le moins clair sur ce sujet : « L'idée c'est de permettre au régiment de s'approprier davantage le département du Gard, en rayonnant vers le nord ». Cette « appropriation » s'effectuera d'une part avec une « présence permanente dans cette ferme », et les « détachements seront assez nombreux, entre 40 à 150 personnes (…), présentes à la semaine ». Sont annoncés de surcroît des entraînements de « combats à pied en zone boisée » dans les « sous-bois » de la ferme et aussi en « terrain libre » sur simple autorisation des propriétaires environnants et de la municipalité. Sans oublier les marches dans les sentiers cévenols. Il est évident que des entraînements s'effectueront avec des tirs mais le colonel rassure : ce ne seront que « des tirs à blanc, et ça ne fera pas plus de bruit qu'une chasse au gros gibier ». La présence militaire dans les vallées et les villages semble inévitable !

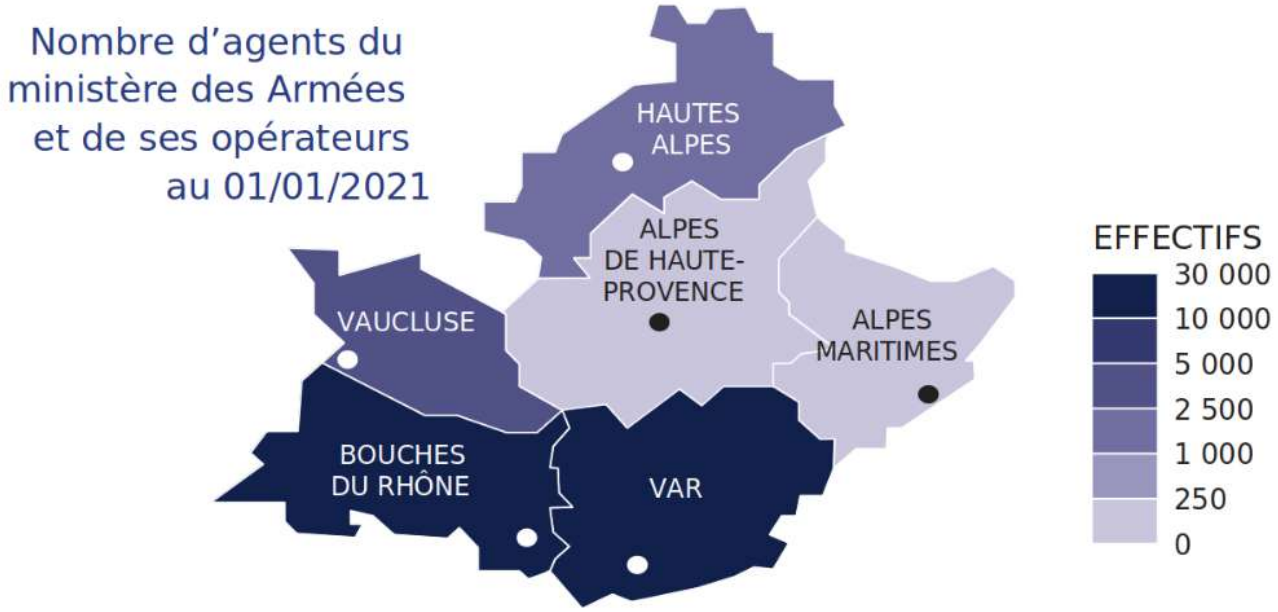
La stupeur de nombreux habitants de la région s'exprime d'autant plus qu'ils n'ont jamais été consultés. De nombreux arguments sont déjà évoqués pour exprimer leurs craintes : baisse de la clientèle touristique venant se ressourcer en pleine nature, inquiétude de randonneurs locaux ne souhaitant pas tomber nez-à-nez avec un convoi militaire au détour d'un chemin, risques d'incendies avec les tirs traçants ou influence néfaste que peuvent provoquer des hommes en armes sur les plus jeunes du village.

Mais surtout, comment expliquer que le ministère de la Défense s'offre avec l'argent du contribuable un mas dans les Cévennes alors que l'accès au foncier et au bâti agricole pour les jeunes agriculteurs est devenu illusoire ?

La question est bien d'ordre public, et c'est à la population de se prononcer sur une question qui relève du commun. Nous revendiquons l'arrêt de ce projet d'installation de la Légion étrangère dans les Cévennes

Participons à la marche contre la militarisation des vallées cévenoles:
Dimanche 8 mai
Départ à 9h30 Place Carnot (St-Jean du Gard)
Rassemblement/repas partagé à 12h30 au Col de St Pierre

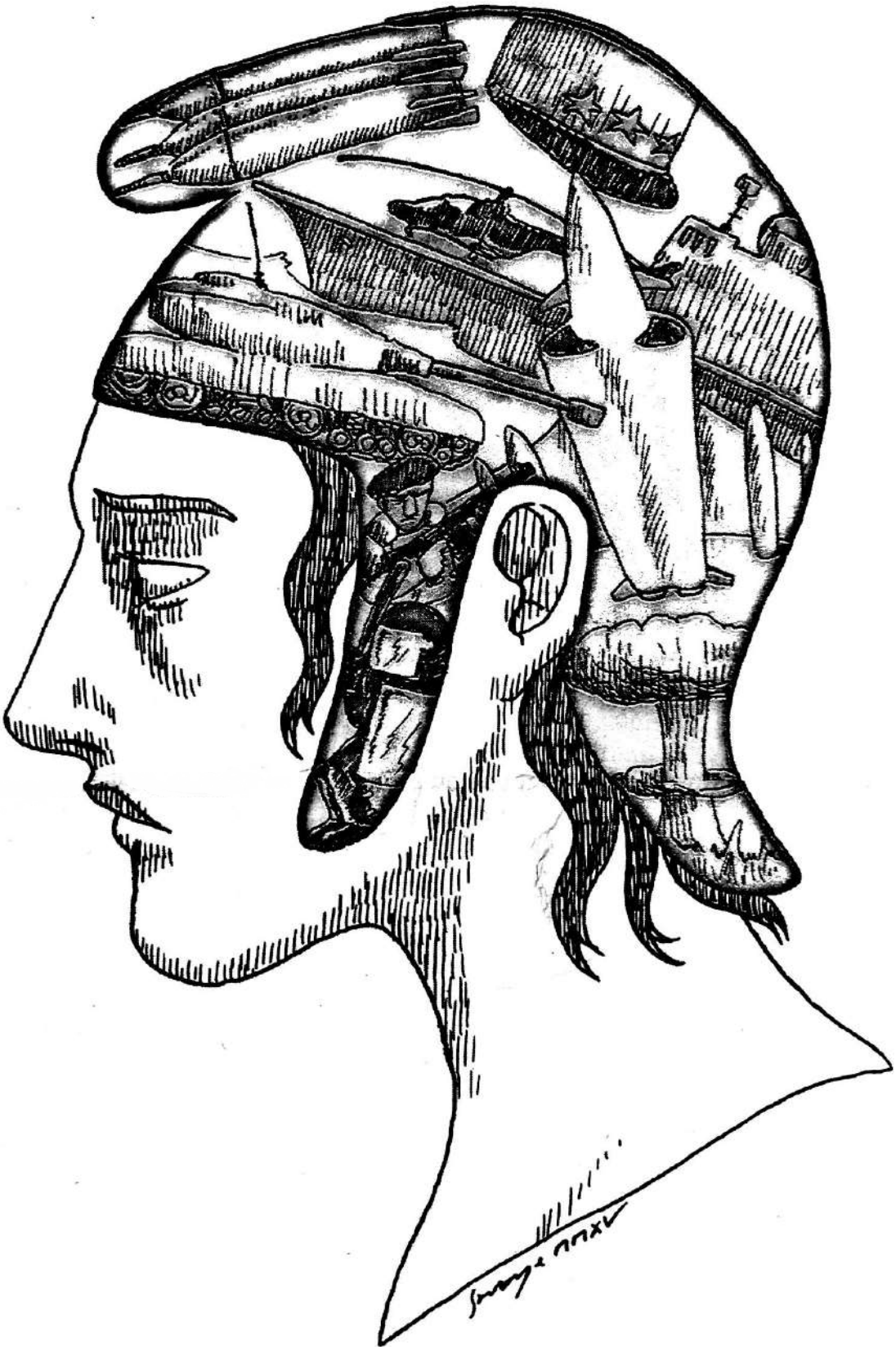
LE MINISTÈRE DES ARMÉES: PRÉSENCE TERRITORIALE



LE MINISTÈRE DES ARMÉES: ÉCONOMIE DE DÉFENSE

➢ La part des effectifs des armées dans la population active occupée est élevée en région PACA: 20,7 emplois du ministère des armées pour 1 000 emplois (personnes occupées) en 2020.

➢ En 2020, les paiements directs du ministère aux PME régionales s'élèvent à près de 158,1 M€, ce qui place la région au 3e rang national, 1 812 entreprises étant bénéficiaires de ces paiements.



CONTRE TOUTES LES GUERRES, EN COMPLICITÉ ET EN SOLIDARITÉ AVEC
TOUTES LES FORMES DE RÉSISTANCE ET DE SUBVERSION
AVRIL 2022